

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'Environnement

Mme JARDIN

T 02.40.41.47.69

F 02.40.41.47.50

Courriel : scj-c-andustrielles@loire-atlantique.pref.gouv.fr

Dossier n°97/1498

Nantes, le 20 AOUT 2008

**RECEPISSE DE DECLARATION
DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

**LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

**Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R. 512-68,

VU l'arrêté préfectoral du 19 juin 1989 autorisant M. Georges PAYRAUDEAU à exploiter une unité de récupération de métaux et de carcasses de véhicules hors d'usage située à Grandchamp-des-Fontaines, zone artisanale des Tunières,

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 31 août 1995 à la société TECHNO SERVICES, succédant à M. PAYRAUDEAU pour l'exploitation du site précité,

VU le récépissé de changement d'exploitant délivré le 26 février 2002 à la société ACMET OUEST, succédant à la société TECHNO SERVICES pour l'exploitation du site précité,

VU la lettre de la société BARTIN RECYCLING du 28 mai 2008, complétée le 18 août 2008, faisant savoir qu'elle a repris, en octobre 2007, l'exploitation du site précité qui ne réceptionne toutefois plus de carcasses de véhicules hors d'usage,

DONNE RECEPISSE

à la **société BARTIN RECYCLING**

de sa déclaration du 28 mai 2008 faisant connaître qu'elle a succédé en octobre 2007, à la société Acmet Ouest
dans l'exploitation de l'unité de récupération de métaux située à Grandchamp-des-Fontaines, zone artisanale des Tunières,

L'exploitant se conformera strictement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 juin 1989 susvisé.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-33 du code de l'environnement "toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de l'autorisation initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation".

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-68 du code de l'environnement (sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1) "lorsqu'une installation classée change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation".

Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.

Conformément aux dispositions des articles R. 512-74-I et R. 512-74-II du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins trois mois avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35 (stockage de déchets et carrières). La notification doit indiquer les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, notamment « l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celles des déchets présents sur le site, les interdictions ou limitations d'accès au site, la suppression des risques d'incendie et d'explosion, la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ».

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-74-III du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif « l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-75 et R. 512-76 du code de l'environnement ».

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant d'une installation soumise à autorisation ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

Le PREFET,
Pour la Préfet,
La Chef du Bureau de l'environnement


Geneviève RONDET